



# STOP OGM INFOS

## 2009, une année décisive pour la prolongation du moratoire

Chères lectrices, chers lecteurs,

L'expérience nous enseigne que les grandes promesses sont presque toujours suivies de grands désenchantements. Le génie génétique en est un bel exemple. Nous confrontons les grandes promesses de l'industrie avec la réalité critique de ses actions. Nous luttons pour une Suisse sans génie génétique dans l'agriculture.

Nous nous engagerons avec détermination en 2009 aussi, car cette année-ci se décidera la prolongation du moratoire sur les cultures commerciales de plantes transgéniques (génétiquement modifiées, GM). Il est primordial que cet objectif soit atteint. En effet, chaque année qui passe exacerbe un peu plus les incertitudes liées à l'utilisation des plantes transgéniques dans l'agriculture ainsi que leur inutilité pour l'amélioration des écosystèmes agricoles et de la production alimentaire. Chaque année révèle un peu plus les effets dévastateurs du modèle agricole transgénique sur l'environnement et les économies locales. Est-ce le modèle désiré pour la Suisse?

Disposer d'un réseau international est aussi très important. C'est la raison pour laquelle nous participons à l'organisation fin-avril à Lucerne de la 5e Conférence européenne des régions sans génie génétique sur le thème d'actualité 'Food & Democracy', nous vous invitons toutes et tous à participer (plus de détails sur notre site internet).

En tant que membre de StopOGM, vous soutenez un mouvement fort. Les objectifs de StopOGM sont la protection de la santé humaine et de la dignité de la créature, la défense de la liberté de choix des consommatrices et des consommateurs, le soutien d'une agriculture capable d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaires des populations, la promotion d'une recherche scientifique s'inscrivant dans le développement durable.

Nous vous en remercions et sommes ravis de continuer à vous avoir à nos côtés comme membre en 2009. Nous avons besoin de vous et de toutes les personnes qui sont prêtes à s'engager à nos côtés. C'est la raison pour laquelle nous vous sommes reconnaissants de continuer à soutenir StopOGM en renouvelant votre cotisation de membre. Nous vous invitons à motiver votre cercle d'amis à adhérer à StopOGM afin d'être informé des derniers développements de la controverse sur le génie génétique et de se sentir concerné par ce débat qui à nos yeux n'est de loin pas assez participatif et démocratique.

Nous nous réjouissons de continuer notre engagement commun et d'obtenir le renouvellement du moratoire sur les cultures GM.

**Luigi D'Andrea et Clément Toluoso,**  
secrétaires de StopOGM

## Neuchâtel, le Grand Conseil exclut les OGM

Le Grand Conseil neuchâtelois a accepté la nouvelle loi cantonale sur la promotion de l'agriculture, dont l'article 3 stipule: «Souveraineté alimentaire: Dans les limites de la législation fédérale, l'Etat veille à assurer la souveraineté alimentaire en excluant les organismes génétiquement modifiés de la production des aliments, des végétaux et des produits destinés à protéger les plantes et soigner les animaux.»

Cette petite victoire est en partie due au travail de StopOGM. Pour rappel, l'année passée, le Conseil d'Etat a présenté un rapport peu convaincant pour répondre à deux postulats sur les OGM. StopOGM avait alors rédigé et envoyé à tous les députés neuchâtelois un contre-rapport bien ficelé. Suite à quoi le Conseil d'Etat avait dû retirer son rapport et revoir sa copie, ce qui a abouti à l'introduction de cet article dans la présente loi.

# **Glyphosate, l'herbicide « biodégradable » qui tue nos cellules !**

**Le glyphosate (GL), la substance active des herbicides les plus utilisés au monde, s'avère être très toxique à faible dose pour les cellules humaines. Sa consommation a très fortement augmenté ces 15 dernières années du fait du développement des cultures transgéniques. Il contamine l'eau, les sols ... et notre alimentation!**

Les herbicides à base de glyphosate (GL) sont les plus utilisés au monde. La firme Monsanto a commercialisé cette substance pour la première fois en 1972 sous le nom de Roundup®; elle en reste le principal fabricant. Le GL est utilisé en agriculture, mais aussi dans les jardins, les parcs, les voies ferrées, etc. Monsanto le vend comme 'biodégradable' et 'respectant l'environnement', alors que l'UE le classe depuis 2001 comme «dangereux pour l'environnement et toxique pour les organismes aquatiques». Le GL et ses produits de dégradation ont été classés parmi les premiers contaminants des rivières. Il a été démontré qu'ils causent par exemple des dégâts génétiques chez les poissons et affaiblissent leur système immunitaire, ou qu'ils peuvent affecter indirectement toute la faune lorsque l'herbicide tue les plantes qui leur servent de nourriture ou d'abri. Les symptômes liés à l'exposition incluent: irritation et brûlure des yeux et de la peau, nausée, asthme, saignement du nez, léthargie, maux de gorge et de tête, vertiges. Il a été démontré scientifiquement que le GL pouvait engendrer des dommages génétiques, nerveux, cérébraux, causer le cancer, favoriser l'avortement, augmenter la stérilité.

La majorité des herbicides contiennent en plus du principe actif, des adjuvants qui permettent une meilleure pénétration, action, stabilité et bioaccumulation du composé actif dans la plante. Ces agents sont moins recherchés dans l'environnement, car ils sont considérés comme 'inertes'; ils ne figurent pas sur l'emballage, car ils sont considérés

comme des 'secrets commerciaux'. Cependant, ils sont souvent beaucoup plus toxiques que le principe actif lui-même! Le Roundup ne fait pas exception et contient lui aussi son lot d'adjuvant.

Le GL peut être absorbé via des aliments qui en contiennent (les plantes absorbent le GL), l'eau, ou en touchant les plantes; par exemple dans un parc, si du GL y a été utilisé (et nos enfants?). Les gouvernements fixent des teneurs limite de résidus d'herbicide décelables dans l'alimentation. Les recherches actuelles montrent que les valeurs fixées seraient trop élevées, certaines substances ayant des effets toxiques bien en dessous de ces valeurs.

Justement, il y a un mois, une équipe de chercheurs de l'Université de Caen publiait un article dans la revue scientifique 'Chemical Research in Toxicology' qui met en évidence les mécanismes de la toxicité de quatre différentes formulations de Roundup sur des cellules humaines. Les résultats ont montré que ces formulations agissent à des doses infinitésimales (dilués jusqu'à 100'000 fois ou plus) et programment la mort de différents types de cellules humaines (comme des cellules issues du cordon ombilical d'un nouveau-né). Elles causent aussi des dommages aux membranes cellulaires et à l'ADN, et empêchent la respiration cellulaire. Ces doses correspondent à celles retrouvées dans nos aliments. Autre résultat, un des produits de dégradation des différents adjuvants contenus dans le Roundup peut s'avérer encore plus toxique que le GL, ce qui confirme que les

adjuvants ne sont pas inertes!

Le MDRGF (Mouvement pour le droit et le respect des générations futures) demande aux autorités en charge de l'évaluation des pesticides de réévaluer les différentes formulations de Roundup en tenant compte des effets de la toxicité du glyphosate. En effet, la réglementation actuelle ne tient pas compte de ces phénomènes et fixe par exemple des valeurs limites en résidus pour le glyphosate, quelle que soit sa formulation de vente.

Le développement de variétés transgéniques (génétiquement manipulées, GM) résistantes au glyphosate (brevet détenu par Monsanto) conçues pour simplifier et diffuser un modèle de gestion des mauvaises herbes basé sur l'utilisation de pesticide a fait s'envoler la consommation d'herbicide. Il convient de rappeler que les transnationales qui commercialisent des semences GM commercialisaient et commercialisent encore des pesticides. Les variétés GM permettent pendant presque tout le cycle de culture une application majeure d'herbicide. Au-delà de la destruction de la fertilité du sol, de la contamination sévère des nappes phréatiques et des cours d'eau et des intoxications aiguës des agriculteurs, l'application intense d'un seul herbicide a provoqué l'apparition de mauvaises herbes complètement résistante à cet herbicide. Les doses doivent de ce fait constamment être augmentées et le recours à des pesticides plus toxiques pour compenser l'effet est monnaie courante. Aux Etats-Unis, plus grand cultivateur planétaire de plantes GM, la

consommation de GL due aux plantes GM tolérantes à cet herbicide (HT) ne fait qu'augmenter depuis 1999, soit 3 ans après le début des cultures HT, alors que la consommation d'herbicide diminue sur les cultures utilisant des variétés conventionnelles. La situation est identique en Argentine, le plus grand exportateur mondial de soja GM. En 2008, environ 200 millions de litres de GL étaient appliqués alors qu'en 1996 on en utilisait que 13,9 millions! En d'autres mots, alors

que la production de soja argentin, destiné principalement à nourrir le bétail européen, a augmenté de 5 fois, la consommation de GL a été multipliée par 14!

Ces pesticides stérilisent nos sols et nous causent le plus grand mal (y compris la stérilité). Ils contaminent, sont produits à base de pétrole non renouvelable, demandent une énorme quantité d'énergie à la production et ne profitent finalement qu'aux transnationales qui

les vendent. L'agriculture conventionnelle utilise déjà beaucoup de pesticides, voulons-nous passer à une agriculture transgénique qui en consomme encore plus? Quand arrêterons-nous de subventionner une agriculture polluante dont les subventions vont directement dans les poches des transnationales qui vendent semences et pesticides pour en subventionner une respectueuse de la vie?

**Luigi D'Andrea**

*Les sources seront disposées prochainement sous la rubrique fiches thématiques de notre site internet*

## **Riz doré : une campagne de promotion des PGM ?**

**Par InfOGM**

Alors que les premières générations de riz doré, génétiquement modifié pour produire du beta-carotène (pro-vitamine A) ont maintenant plus de dix ans, les questions concernant la qualité et la sécurité de ce riz ne sont toujours pas résolues, selon une étude réalisée par Foodwatch (1). Tout d'abord, il est important de rappeler que le premier projet de riz doré a été abandonné par les responsables eux-mêmes, du fait de la trop petite quantité de pro-vitamine A dans les grains. En 2005, un riz doré 2 a alors fait son apparition, et les promoteurs affirmaient que cette nouvelle version contenait 23 fois plus de pro-vitamine A que la version 1. On serait passé en cinq ans de 1,6 microgrammes par grain de riz à 37 microgrammes. Cependant, dénonce le rapport de Foodwatch, on ne connaît pas le devenir de cette quantité de pro-vitamine A après stockage et cuisson de ce riz. La donnée brute n'est pas suffisante et ces données précises n'ont jamais été publiées. Et, précise Foodwatch, même lorsqu'on interroge directement les responsables du projet, ces derniers refusent de révéler plus de détails. Ce riz n'a toujours pas été cultivé à grande échelle dans les pays où il est censé lutter activement contre les carences en vitamine A et la cécité qui en découle. Seuls quelques essais ont eu lieu. A cela les responsables du projet répondent que les retards sont liés en partie au rejet des consommateurs européens et à l'influence des organisations écologistes internationales. Les responsables considèrent aussi que les normes d'évaluation sont trop strictes et qu'elles bloquent la diffusion de ce remède miracle.

Fort de ces éléments, Foodwatch a écrit aux fondations Rockefeller et Bill & Melinda Gates - qui soutiennent financièrement ce projet - afin qu'ils « réexaminent leur engagement ». Dans la lettre, Foodwatch annonce que des solutions moins coûteuses peuvent en partie résoudre la question de la déficience en vitamine A, notamment par la biais d'une alimentation plus variée.

Pour Foodwatch, l'absence de données précises et publiées et l'absence d'évaluation des risques renforcent leur idée que le but de ce projet n'est pas tant de lutter contre la cécité que de favoriser l'expansion des PGM, et donc de baisser le niveau d'exigence des évaluations d'impacts. On peut lire précisément dans le rapport : « *Le projet affirme qu'il s'engage à atteindre les plus hauts standards en matière de sécurité, mais dans le même temps, il appelle à évincer la plupart des standards dans le processus d'approbation pour des raisons économiques* ». Le rapport continue en affirmant que de possibles risques ont été délibérément ignorés, comme la pollinisation croisée et les risques sanitaires. Or, l'Inde, qui est censée accueillir ce riz GM, est aussi le berceau génétique du riz. L'auteur du rapport affirme que les promoteurs de ce riz sont sur le point de le tester sur des écoliers de pays en voie de développement. En Chine, des essais devaient avoir lieu en été 2008, mais les autorités sont intervenues pour les annuler.

Au final, analyse Foodwatch, ce projet « humanitaire » n'est rien d'autre qu'une campagne de promotion des PGM, agissant pour diminuer les normes des évaluations des semences GM et utilisant le côté « moral » pour mettre la pression sur les opposants aux PGM.

1, « *Fast 10 Jahre „Goldener Reis“ - eine kritische Bilanz* », Christoph Then, Foodwatch, janvier 2009  
[http://www.foodwatch.de/kampagnen\\_\\_themen/gentechnik/golden\\_rice/index\\_ger.html](http://www.foodwatch.de/kampagnen__themen/gentechnik/golden_rice/index_ger.html) (en allemand)

## Clonage: l'histoire se répète

**Bien que cette technique ne relève pas à proprement parler du génie génétique, l'utilisation du clonage dans la production animale suscite un débat similaire: déclaration des produits, évaluation des éventuels risques et bénéfices, éthique. Mais les leçons du débat sur les OGM n'ont pas été tirées. Malgré des éleveurs qui n'en voient guère l'utilité et des consommateurs qui ne veulent pas en manger, de la viande et du lait issus de descendants de clones se retrouvent sans déclaration dans les étals suisses et européens.**

Il y a dix ans, «Dolly» naissait en Ecosse. Beaucoup moins connu Revenge-ET est en revanche beaucoup plus prolifique, puisque sa semence, importée des Etats-Unis, a produit près de 200 veaux en Suisse depuis 2005. Revenge n'est pas lui-même un clone, mais un descendant de première génération d'une vache clonée. Entre 2005 et aujourd'hui, il est estimé que quelques centaines d'animaux, descendant de Revenge, ont vécu et ont été intégré dans la chaîne alimentaire en Suisse.

Le clonage reproductif du bétail est donc encore marginal. Très cher, il est discutable notamment parce qu'il provoque beaucoup de malformations ou d'avortements spontanés. Les consommateurs n'en veulent pas en raison de cette souffrance animale, mais aussi d'une certaine conception naturelle de l'élevage, des éventuels risques et surtout de l'absence totale de bénéfices. Une étude européenne montre que 58% des Européens estiment que le clonage à des fins de production alimentaire ne se justifie pas. Craignant pour l'image naturelle de l'agriculture helvétique, les milieux agricoles sont plus que réticents. Pour les éleveurs suisses l'utilité du clonage n'est de loin pas avérée; de tout temps, la sélection leur a permis d'améliorer leur cheptel de génération en génération. Cloner revient à se priver de ce progrès en faisant la copie de ce qui existe déjà.

Malgré le rejet des consommateurs et des éleveurs, la présence de descendants de clones oblige nos autorités à se pencher sur la question en créant un groupe de réflexion. Au niveau légal la production de clones est soumise à autorisation, autorisation qui ne serait probablement pas accordée en raison de la souffrance animale. En revanche, aucune disposition ne régleme l'importation de clones et des produits qui en sont issus, comme la semence, le lait ou la viande. Pour l'Office fédéral de la santé publique, une interdiction ne se justifierait qu'en présence d'un risque sanitaire.

Or, les évaluations de risque menées en Europe et aux Etats-Unis concluent à sa probable absence pour les produits issus de clones en bonne santé et de leur descendance. L'agence européenne de sécurité sanitaire relève toutefois que ces évaluations se basent sur un nombre limité de données. Pour l'OFSP, une interdiction n'entre donc pas en ligne de compte.

Reste l'étiquetage obligatoire, minimum exigé par les organisations de consommateurs. Il se heurte à l'absence de techniques permettant de distinguer les copies clonées des originaux. Dans le futur, il paraît envisageable de différencier clones et originaux, mais déceler analytiquement la descendance des clones (issue de reproduction traditionnelle) semble plus illusoire. La traçabilité du bétail représente donc le seul moyen pour concrétiser une déclaration obligatoire de ce mode de production.

Au Parlement européen, une résolution demande en substance d'interdire l'utilisation du clonage reproductif de bétail à des fins de production alimentaire. Le Groupe européen d'éthique des sciences a émis un avis sur demande de la Commission européenne. Il estime que le degré de maladie et de problèmes des clones et des descendants rend cette technique injustifiable d'un point de vue éthique.

Technique inutile selon les éleveurs, méthode non désirée par les consommateurs, éthiquement discutable en raison de la souffrance animale, le clonage est pourtant déjà présent. Les autorités suisses et européennes tentent aujourd'hui de trouver a posteriori des solutions pour respecter la volonté des consommateurs et des producteurs, hélas sans avoir pris la peine d'anticiper cette réalité en se basant sur l'expérience du débat sur les OGM.

**Aline Clerc**  
**Fédération romande des consommateurs (FRC)**

### Impressum

**StopOGM Comité romand de travail sur le génie génétique**, CCP 17-460200-1, [www.stopogm.ch](http://www.stopogm.ch)

Présidente : Géraldine Savary, Av. de France 21, 1004 Lausanne, tél. 021 625 67 01; Secrétaires : Luigi D'Andrea, [l.dandrea@stopogm.ch](mailto:l.dandrea@stopogm.ch) et

Clément Tolusso, [c.tolusso@stopogm.ch](mailto:c.tolusso@stopogm.ch), tél 079 213 41 06, CP 481, CH-1800 Vevey 1.

Mise en page : Luigi D'Andrea; Graphisme : Nicolas Denis, Vevey; Impression : Imprimerie Raymond Pot, Grand-Lancy